



## COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse : \_\_\_\_\_  
*permanente du demandeur*

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

☎ : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Téléphone portable professionnel (facultatif) : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|  
N° de télécopie (facultatif) : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Courriel (facultatif) : \_\_\_\_\_

## COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

- Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La D.D.A.F. connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :  
Code établissement |\_|\_|\_|\_|\_| Code guichet |\_|\_|\_|\_|\_| N° de compte |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Clé |\_|\_|\_|\_|
- Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

## CARACTÉRISTIQUES DE VOTRE PROJET

### Investissement immatériel (prestation de service, études, animation...)

Dénomination du territoire couvert par le projet (commune(s)\*, pays, PNR, EPCI etc) : \_\_\_\_\_  
*\* liste des communes ou annexe cartographique*

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

### Investissement matériel

Localisation du projet : \_\_\_\_\_ Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|

Commune(s)\* : \_\_\_\_\_  
*\* dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes : liste des communes ou annexe cartographique, indiquer le cas échéant la commune de rattachement du projet.*

Adresse précise du projet : \_\_\_\_\_

### Présentation résumée du projet

- Intitulé, contexte – en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches, objectifs, une dizaine de lignes.
- Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée.
- Vous pouvez joindre également tout document (technique, publicitaire ou commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Adhésion à un réseau d'agritourisme ou de circuits courts reconnu au niveau régional par le Comité Régional du Tourisme Rural :**  oui  non

Si oui précisez lequel : .....



## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

(Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC)

### ① Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités	Montants en € <sup>(2)</sup>	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande (hors de ce formulaire)	obtenu
État (préciser sources) _____	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Région _____	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Département _____	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	_ _ _   _ _ _ ,  _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

<b>Autofinancement : maître d'ouvrage public <sup>(1)</sup></b>	
Emprunt (a)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
Auto – financement (b)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _

<b>Financements européens (FEADER) sollicités</b>	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
---	----------------------

<b>Sous-total financeurs publics</b>	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
--------------------------------------	----------------------

### ② Financement d'origine privée

<b>Autofinancement : maître d'ouvrage privé</b>	
Emprunt (a)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
Auto – financement (b)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _

<b>Autres financeurs privés</b>	
Participation du secteur privé (à préciser)	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
<b>Sous-total financeurs privés</b>	_ _ _   _ _ _ ,  _ _

--	--

**TOTAL ① + ②**

<b>TOTAL général = coût du projet</b>	_ _ _   _ _ _ ,  _ _
---------------------------------------	----------------------

(1) Le guichet unique détermine le cas échéant la part de l'autofinancement public qui appelle du FEADER

(2) S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides au titre de la mesure 311 – agritourisme et commercialisation en vente directe de produits agricoles

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **ne relève pas** des installations classées.

que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Le cas échéant :

- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.**
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement
- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).
- Récupérer en totalité la TVA
- Récupérer partiellement la TVA

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice
- A informer la DDAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ,

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé (e) que pour bénéficier de la bonification des 5 % relevant de l'obtention du label « tourisme et handicaps » je dois produire à la demande de versement du solde de la subvention une attestation d'agrément à ce label. Dans le cas contraire, le taux de la subvention sera ramené au taux en vigueur.**

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la D.D.A.F.	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis).	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET et n° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K bis et statuts de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la T.V.A.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire unique, tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Exploitations à dominante élevage</i> : diagnostic AREA PMBE simplifié permettant de situer l'exploitation par rapport au référentiel AREA PMBE et projet d'investissements AREA PMBE le cas échéant ; ou diagnostic AREA complet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Exploitations à dominante végétale (fillères viticulture, grandes cultures, fruits et légumes)</i> : attestation (simplifiée) du demandeur sur les conditions minimales requises dans le référentiel AREA PVE ou diagnostic AREA PVE si nécessaire, et projet d'investissements AREA le cas échéant.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la page du formulaire 2342K de l'avis d'imposition indiquant que l'exploitation relève du forfait	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liasse fiscale complète de l'exploitation pour le dernier exercice disponible ou des 4 dernières liasses fiscales si le revenu (*) de l'exploitation est supérieur à 30 000 € par associé-exploitant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'engagement à une charte reconnue et intégrée dans un réseau officiellement reconnu par le Comité régional du Tourisme rural d'Aquitaine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si vous êtes en Gironde, vous devez produire également une copie de l'engagement à la charte vignobles et chais en bordelais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets <u>d'immeubles et les travaux</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux,</li> <li>▪ le plan de situation, le plan cadastral,</li> <li>▪ le plan de masse des travaux.</li> </ul>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Le cas échéant les financeurs pourront demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet			

### pour une société ou entreprise privée

Preuve de l'existence légale (extrait K-bis)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlements de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

### pour une personne physique

Attestation d'affiliation à la MSA mentionnant si l'exploitant est installé à titre principal ou secondaire et mentionnant la date d'installation et le cas échéant attestant la présence d'un conjoint collaborateur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------	--------------------------

(\*) **le revenu** = ligne bénéfice ou perte + ligne rémunération du travail de l'exploitant du compte de résultat.

Le calcul du revenu s'effectue soit à partir du dernier exercice clos, soit sur la base des 4 derniers exercices clos en faisant la moyenne des 3 exercices les plus favorables.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de votre département.